

Comité Social d'Administration Local

du 19/11/2024

Madame la Présidente,

Le présent CSAL se tient alors que notre nouveau ministre de la fonction publique, Guillaume Kasbarian, avec la finesse qui le caractérise, a décidé de se livrer à un jeu de chamboule tout en promettant à tous la précarité. Son tweet félicitant Elon Musk de sa nomination à la tête d'un ministère de l'efficacité gouvernementale est une nouvelle provocation.

Solidaires dénonce avec force ces félicitations à un homme aux idées racistes, xénophobes, homophobes, transphobes, masculinistes, anti-Etat et qui n'a de cesse donc de vouloir détruire tout service public.

Si les orientations du ministre quant à la fonction publique ne font guère de mystère tant ses premières décisions attaquent de plein fouet les agent-es publics (3 jours de carence, suppression de la GIPA, maintien des orientations destructrices du projet de loi de son prédécesseur), ce tweet a le mérite de la clarté.

Il fait donc sienne la volonté de ne voir les fonctionnaires et le travail qu'ils exercent que comme des simplifications et des choses à supprimer. Les agents publics sont une nouvelle fois jetés en pâture. Le fonctionnaire bashing ne s'arrête pas. C'est inadmissible de la part d'un ministre.

Le service public et les agents qui le servent sont une richesse et non un coût.

Ainsi, la casse du service public ne fait que continuer et s'amplifier. Notamment, la proposition d'étendre le nombre de jours de carence à trois dans la fonction publique, s'appuie sur un diagnostic fallacieux, une volonté d'aligner la fonction publique sur le privé, alors même que 70 % des salariés du privé bénéficient d'accords d'entreprises ou de branches prenant en charge ces jours de carence. Au final le ministre veut aligner les fonctionnaires sur la situation des 30 % des salariés du privé les moins bien traités !

L'argument du comparatif du nombre moyen de jours d'absences entre public et privé est également injustifié. Le rapport de l'Inspection Générale des Finances et

de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, sur lequel prétend s'appuyer notre Ministre précise que le nombre de jours moyens d'absence est plus faible dans la Fonction Publique d'État, 10,2 jours contre 11,6 jours dans le privé.

Cette proposition, dont l'opportunité budgétaire est discutable, démontre également une absence de vision à long ou moyen terme, nous exposant à un effet pervers de la mesure, celui de voir des agents venir travailler en étant malades.

Alors que notre précédent premier ministre rappelait que nous avons trop d'accidents au travail en France, et trop de Français qui meurent au travail, il nous semble plus largement légitime de lutter en faveur de toutes mesures permettant d'améliorer le bien être au travail des agents, en préservant leur santé.

Et ce d'autant plus que nous sortons d'une pandémie qui n'appartient pas aux temps anciens. Elle a paralysé notre économie il y a tout juste 4 ans, poussant le gouvernement à prendre des mesures de restrictions de libertés publiques et individuelles inédites, en axant notamment la lutte contre la propagation du virus sur un isolement des malades, couplé à la suspension du jour de carence.

La Covid n'étant pas la seule pathologie susceptible d'affecter les travailleurs, nous continuerons de revendiquer la suppression des jours de carences, la défense du rôle des médecins du travail, et des moyens alloués aux instances paritaires dans l'accompagnement des agents, et la prévention des risques.

Au plan local, la section SFP dénonce le manque de considération flagrant dont elle est l'objet dans son rôle social. SFP constate toujours que l'élaboration du planning des instances ne tient pas compte des problématiques de temps de transport pour y assister, que la qualité des visios ne permet toujours pas d'assurer une qualité d'échange. SFP se sent délibérément écarté en constatant notamment que ses élus n'ont pas été informés d'une visite de service cette année, que des suites n'ont pas été données aux remarques que nous avons formulées. De toutes évidences, la direction du SDNC n'a pas la volonté de changer tout cela et se satisfait de la situation alors même que le manque de proximité de SFP nous est opposé.

SFP dénonce aussi une présentation du DUERP-PAP incomplète. En effet, nous constatons que les remontées du SAPF de Chateauroux n'y figurent pas alors même que vous disposez des informations suite à la récente visite de service. Après différentes remontées de problèmes dans les antennes, cela démontre encore une fois le manque d'intérêt de la direction pour ces services du SDNC et nous déplorons la concentration des efforts au bénéfice du confort des agents de Saint Germain-en-Laye.

SFP ne s'associera pas à la décision qui nous est présentée de dissoudre prématurément la BNIPF avant même avoir eu le temps de rencontrer les agents concernés, sachant que nombre d'entre-eux bénéficient d'aménagement de poste et que nous avons déjà évoqué une situation particulièrement anxiogène.

Nous interviendrons au fur et à mesure du déroulé de cette instance.

Solidaire Finances Publiques est engagé pour la qualité du service public et l'amélioration des conditions de vie au travail des agents, c'est dans cet esprit que la lutte sera encore renforcée.